



N

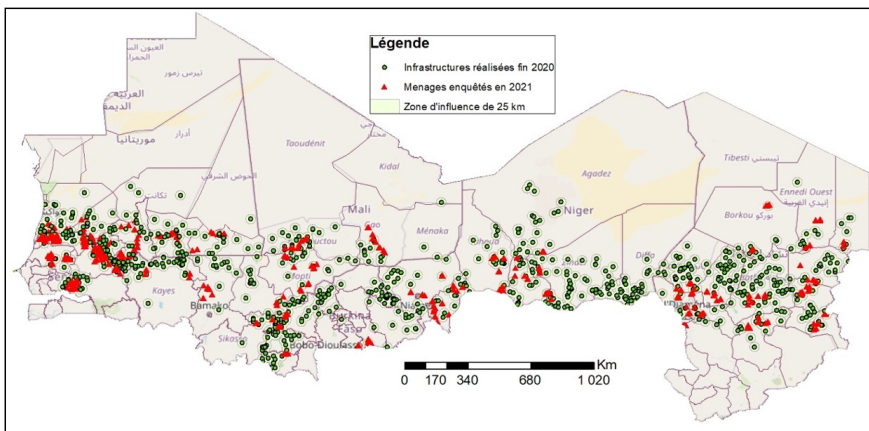


## Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel

Coordination régionale

# NOTE TECHNIQUE

Analyse des évolutions des revenus et des réactions des ménages agro-pastoraux sahéliens face aux chocs dans la zone d'intervention du PRAPS



Octobre 2024



## Table des matières

Messages clefs.....	4
Introduction .....	5
Lacunes de connaissances sur l'économie du pastoralisme.....	5
De la nécessité d'utiliser des concepts, approches et outils appropriés .....	6
Cadre conceptuel pour l'analyse des revenus des ménages (agro)pastoraux.....	6
Cadre conceptuel pour l'analyse des inégalités de revenus .....	7
Cadre conceptuel pour l'analyse des chocs perçus et des réactions aux chocs .....	7
Stratégie d'échantillonnage dans les pays cibles .....	8
Dynamique des revenus des ménages (agro)pastoraux.....	9
Évolution des revenus globaux moyens .....	9
Évolution des revenus monétaires moyens et d'autoconsommation moyenne.....	9
Évolution des éléments constitutifs des revenus monétaires moyens .....	10
Évolution des éléments constitutifs des revenus d'élevage moyens .....	10
Évolution de la distribution des revenus .....	11
Analyse des multiples chocs perçus par les ménages (agro)pastoraux au cours des trois dernières années.....	11
Hierarchies des réponses aux chocs des ménages (agro)pastoraux sur les trois dernières années .....	12
Conclusion .....	14

## Table des illustrations

Tableau 1- Choix raisonné de la taille des échantillons d'étude .....	8
Tableau 2- Fréquences des réponses mentionnées par les ménages au Sahel .....	14
Figure 1- Cadre conceptuel pour l'analyse des revenus des ménages pastoraux.....	6
Figure 2- Cadre conceptuel d'analyse des chocs et des stratégies .....	7
Figure 3- Analyse comparée des évolutions des revenus globaux moyens et dans les différents pays	9
Figure 4- Désagrégation et analyse des évolutions des revenus globaux moyens et par pays .....	9
Figure 5 - Désagrégation et analyse des évolutions des revenus monétaires moyens.....	10
Figure 6- Désagrégation et analyse des évolutions des revenus monétaires issus d'élevage .....	<b>Error!</b>
<b>Bookmark not defined,</b> .....	
Figure 7- Évolution des indices de Gini entre 2017 et 2020 .....	11
Figure 8 - Chocs perçus par les ménages (agro)pastoraux du Sahel entre 2017 et 2020 .....	12
Figure 9- Hiérarchie des stratégies déployées par les ménages au Sahel.....	13
Carte 1- Localisation des ménages enquêtés dans les pays du PRAPS en 2021 .....	<b>Deleted: 9</b>

Deleted: 10

Deleted: 9

## Citation

Wane A, Touré I, Mballo AD, Ndiaye A, Souli Z, Ramde P, Ba Diao M, Yaro Botoni E, 2024. Analyse des évolutions des revenus et des réactions des ménages agro-pastoraux sahéliens face aux chocs dans la zone d'intervention du PRAPS. Note Technique. ILRI-CIRAD-CILSS co-edition.

## Messages clefs

*Les pasteurs et agro-pasteurs sahéliens connaissent bien les marchés, mais ceux-ci rencontrent encore des difficultés à saisir pleinement les comportements de ces acteurs.*

Les (pasteurs et agropasteurs sahéliens garantissent leur sécurité alimentaire en participant aux marchés à travers des achats de biens et services ou à travers un recours volontaire à l'autoconsommation. Cependant, leur accès aux marchés est souvent entravé par des infrastructures inadéquates, une volatilité des prix et des réglementations complexes, ce qui limite leur capacité à tirer parti des opportunités économiques. De plus, la prise de décision des producteurs est à la fois influencée par des facteurs culturels et sociaux que par des considérations économiques classiques. Cette dynamique met en lumière la nécessité de créer un environnement plus favorable pour ces acteurs, afin de renforcer leur résilience et leur intégration dans les marchés locaux, nationaux et régionaux.

*La contribution économique des ménages (agro)pastoraux demeure menacée par des niveaux élevés d'inégalités, bien qu'elles aient été légèrement atténuées entre les deux périodes. Ces inégalités résultent d'un accès asymétrique aux ressources productives.*

La contribution économique des ménages (agro)pastoraux demeure menacée par des inégalités élevées, bien qu'elles aient légèrement diminué entre 2017 et 2020 notamment dans les zones d'interventions du PRAPS. Ces inégalités reflètent les problèmes d'accès asymétrique aux ressources productives. Souvent masquées par une perception d'égalité dans ces sociétés, les distributions inégalitaires des revenus globaux et monétaires sont illustrées par des coefficients de Gini significatifs. Les disparités d'accès aux terres et aux services exacerbent les tensions sociales et économiques. Il est donc essentiel de reconnaître ces inégalités pour développer des politiques qui favorisent l'équité et la stabilité dans ces communautés.

*Les (agro)pasteurs vivent dans un environnement où ils font face à une variété de chocs menaçants. Ils en tirent parti en optant pour des solutions fondées sur leurs propres ressources, comme la mobilité, le travail familial et la vente d'actifs, entre autres.*

Les (agro)pasteurs sont confrontés à une variété de chocs, qu'ils perçoivent clairement, et prennent des décisions en fonction de leurs perceptions. Ils mettent en œuvre des réponses telles que la mobilité des troupeaux et un déstockage stratégique, ainsi que le recours au travail salarié. L'importance de la solidarité familiale et du capital social est primordiale, les pasteurs s'appuyant principalement sur leurs ressources internes plutôt que sur une aide officielle.

*Des partenariats stratégiques sont nécessaires pour renforcer la collecte de données sur l'(agro)pastoralisme, facilitant ainsi une meilleure compréhension des dynamiques socio-économiques dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest.*

Il subsiste un déficit de connaissances, accompagné d'une opportunité d'amélioration par le biais d'un partenariat pertinent où les organisations nationales, régionales et les associations d'éleveurs pourraient jouer un rôle central dans la collecte et la gestion des données. Ces observations mettent en lumière la nécessité de réunir des données socio-économiques et environnementales sur l'(agro)pastoralisme dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest. Cela permettra de mettre en place des mécanismes et des outils collaboratifs pour le partage d'informations, l'analyse et le soutien à la décision, dans le but de présenter, comparer et diffuser des données essentielles sur les dynamiques du pastoralisme dans la région, tout en tirant parti des informations disponibles à des moments clés.

## Introduction

Le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) constitue une initiative de la Banque mondiale en réponse à la Déclaration de Nouakchott sur le pastoralisme, adoptée en 2013. Avec un budget de 248 millions de dollars dans sa première phase, le PRAPS s'étend sur six ans et couvre plusieurs pays du Sahel, dont le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad. L'objectif de développement du PRAPS-1 « *Améliorer l'accès à des moyens et services de production essentiels et aux marchés pour les pasteurs et agropasteurs dans des zones transfrontalières sélectionnées et le long des axes de transhumance dans les six pays Sahéliens, et améliorer la capacité de ces pays à répondre à temps et de façon efficace en cas de crises pastorales ou d'urgences* ». Les six pays se sont engagés à adopter deux grands piliers d'actions : l'amélioration de la compétitivité des filières animales et l'accès aux marchés pour les populations pastorales.

Le projet met l'accent sur la diversification des sources de revenus des ménages agro-pastoraux, en mettant en œuvre des mesures spécifiques pour les femmes et les jeunes, telles que des formations et des micro-investissements. Des études de référence ont été menées pour analyser les revenus des pasteurs et établir des indicateurs de suivi adaptés. Bien que certaines difficultés aient été rencontrées dans la collecte des données, des notes de synthèse ont été produites pour cinq des six pays impliqués.

Dans la deuxième phase du PRAPS, l'accent a été mis sur l'amélioration de la résilience des (agro)pasteurs face aux crises. Cela impliquera l'intégration de données sur les chocs économiques et les perceptions des ménages concernant les perturbations. L'objectif global est de fournir des données probantes pour évaluer l'évolution des revenus des ménages agro-pastoraux, tout en consolidant la méthodologie de collecte et d'analyse des données initiée lors de la première phase. Cette approche vise à renforcer la capacité des pays à répondre efficacement aux défis pastoraux. Compte tenu de l'absence d'une situation de référence pour le Niger, une analyse statique décrivant l'état des revenus sur une seule année sera produite.

## Lacunes de connaissances sur l'économie du pastoralisme

Dans les pays à fort potentiel d'élevage, le défi majeur est d'optimiser les modes de production pour satisfaire une demande croissante de produits animaux tout en minimisant les impacts environnementaux et en améliorant la nutrition des petits exploitants. Plusieurs stratégies, telles que l'amélioration génétique, la nutrition animale et le développement des infrastructures, peuvent favoriser cette croissance. Cependant, ces efforts dépendent des caractéristiques économiques, sociales et institutionnelles spécifiques à chaque pays (Thornton, 2010).

Les décideurs doivent souvent naviguer entre des objectifs concurrents, comme le développement économique, la durabilité environnementale et la sécurité alimentaire. Pour cela, l'accès à des données fiables est crucial. Pourtant, le rapport de Pica-Ciamarra et al. (2014) souligne que la collecte de données sur l'élevage est souvent irrégulière et inappropriée, limitant la capacité à établir des bases de référence pour les décideurs politiques.

La collecte d'informations sur le bétail est complexe en raison de la mobilité des animaux et de la diversité des systèmes de production. Bien que les données de télédétection se soient améliorées, elles restent limitées et pas encore très adaptées à nos enquêtes, ce qui complique les analyses.

De plus, une attention exclusive portée au niveau des ménages peut négliger des liens importants pour l'adoption des technologies. Les analyses empiriques sur l'élevage ont tendance à se concentrer sur des aspects isolés, ce qui peut sous-estimer sa contribution à l'économie nationale. Les contributions indirectes, comme la traction animale et l'autoconsommation, sont souvent ignorées.

Malgré des avancées dans la compréhension de l'importance économique de l'élevage, des lacunes subsistent. Un soutien financier et institutionnel sera nécessaire pour améliorer la collecte de données et développer de nouvelles méthodes d'analyse. Une étude récente du CIRAD et de la FAO a révélé la sous-estimation de la contribution du pastoralisme dans plusieurs pays et a souligné l'importance de l'autoconsommation pour la sécurité alimentaire. Cette méthodologie sera appliquée à l'étude sur le Sahel pour examiner les évolutions des revenus et des inégalités, notamment dans le contexte des incertitudes liées à la pandémie de COVID.

## De la nécessité d'utiliser des concepts, approches et outils appropriés

Cette étude se concentre sur l'analyse des revenus des ménages pastoraux à travers deux enquêtes (2016-2017 et 2020-2021), permettant des comparaisons agrégées et désagrégées. Elle examine également l'évolution des inégalités de revenus, s'inscrivant dans l'Objectif de Développement Durable N°10, qui vise à réduire les inégalités économiques. En outre, l'étude explore les chocs multiformes auxquels les ménages sont confrontés et les stratégies qu'ils adoptent, classées par ordre de priorité, pour gérer les impacts sur leurs revenus, leur patrimoine, leur production alimentaire, leurs achats, leurs stocks alimentaires et leur cheptel.

## Cadre conceptuel pour l'analyse des revenus des ménages (agro)pastoraux

Les ménages (agro)pastoraux tirent leurs revenus de plusieurs sources. Ils s'engagent dans des activités agricoles, souvent axées sur les cultures vivrières, dont certaines sont vendues sur les marchés. Les produits de l'élevage, principalement les animaux surpièds, le lait, le beurre, constituent également une part importante de leurs revenus. De plus, ces ménages offrent des services à divers secteurs, notamment dans l'agriculture et l'élevage, pour gagner des salaires. Ils bénéficient aussi de transferts et de subventions, notamment du gouvernement, tout en consommant une partie de leur production pour l'autoconsommation, assurant ainsi leur sécurité alimentaire.

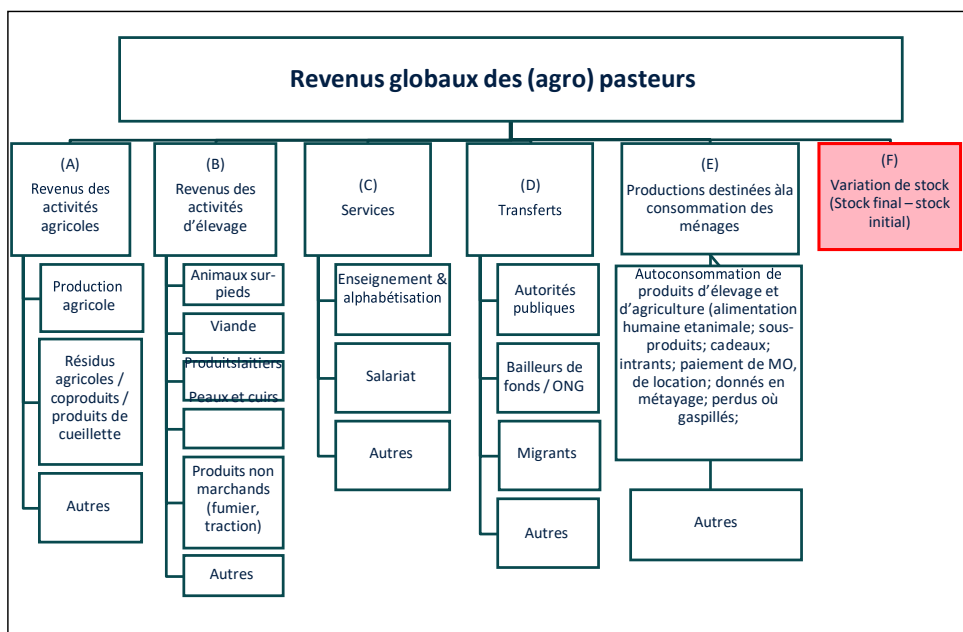


Figure 1- Cadre conceptuel pour l'analyse des revenus des ménages pastoraux

## Cadre conceptuel pour l'analyse des inégalités de revenus

L'analyse de l'évolution des inégalités entre deux périodes est cruciale, notamment dans le cadre de l'Objectif de Développement Durable n°10, qui vise à réduire les disparités économiques tant au sein d'un pays qu'entre différents pays. Une cible clé parmi les 7 retenues par les Nations unies, consiste à s'assurer que les revenus des 40 % les plus pauvres augmentent plus rapidement que le revenu national moyen. La réduction des inégalités est primordiale, car elles représentent une menace pour la stabilité politique et sociale, freinant ainsi la croissance économique.

## Cadre conceptuel pour l'analyse des chocs perçus et des réactions aux chocs

Les (agro)pasteurs évoluent dans un environnement soumis à divers chocs, et la variabilité climatique impacte directement tout en amplifiant d'autres types de chocs (économiques, sociaux, sanitaires et politiques). De plus, les pasteurs manquent de biens et services essentiels, affectant leurs conditions de vie. Pour sécuriser leurs modes de vie, ils adoptent des stratégies de mobilité et diversifient leurs activités, comme l'élevage d'espèces à cycles courts pour des gains rapides, tout en maintenant des grands ruminants en tant qu'investissements à long terme.

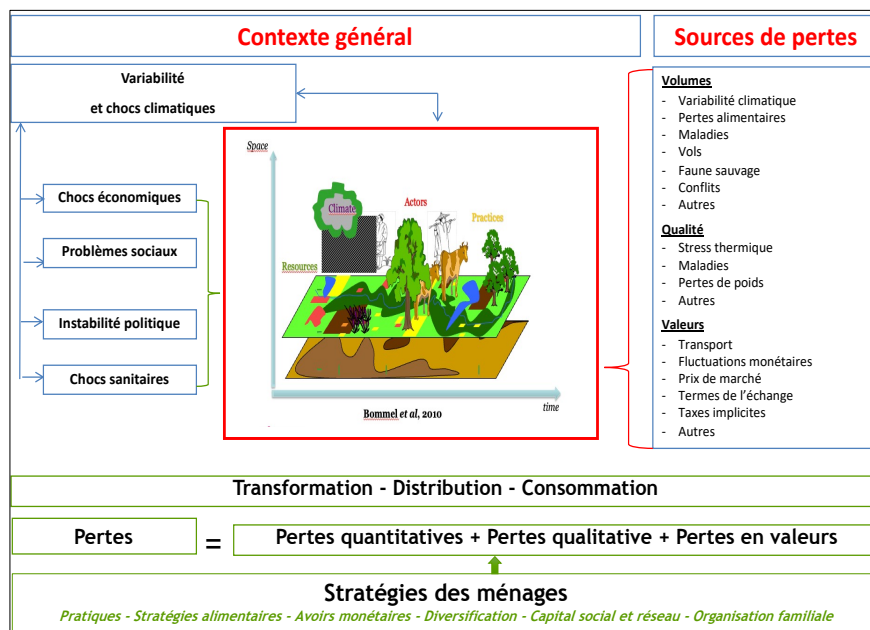


Figure 2- Cadre conceptuel d'analyse des chocs et des stratégies

Dans un contexte d'incertitudes, garder des animaux au-delà d'une période de vente non optimale devient une forme de précaution (Wane et al, 2023). La répartition inégale des ressources, combinée à une information incomplète sur les marchés, pousse les pasteurs à adopter une approche prudente. Ils jonglent entre leurs besoins immédiats et leur stratégie de constitution de troupeaux pour assurer leur consommation future. Les chocs auxquels les ménages font face peuvent être idiosyncratiques, touchant un ménage, ou covariants, affectant des groupes ou des régions entières. Face aux chocs idiosyncratiques, les ménages mobilisent leurs compétences et ressources pour surmonter les difficultés. Pour les chocs covariants, ils s'efforcent d'ajuster leurs stratégies et d'atténuer les effets négatifs. Les réponses variées des pasteurs mettent en évidence l'importance de leur perception des

changements environnementaux, comme l'illustre la figure 2, qui identifie les principales sources de pertes dans les systèmes de production pastoraux. Des données sur les chocs ont été intégrées dans les questionnaires destinés aux ménages, qui ont évalué divers scénarios de chocs survenus au cours des trois dernières années. Ils ont confirmé ou infirmé ces événements et classé les chocs par gravité. Par la suite, plusieurs options d'adaptation leur ont été présentées, et les ménages ont également classé ces stratégies par ordre d'importance. Tous les ménages ayant subi des pertes ont adopté au moins une stratégie d'adaptation ou de survie durant cette période.

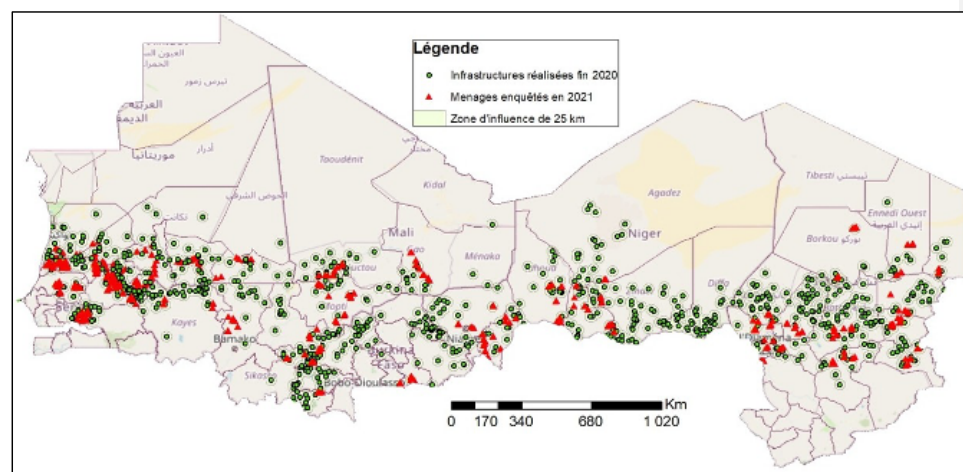
### Stratégie d'échantillonnage dans les pays cibles

Pour analyser l'évolution des revenus, des enquêtes menées en 2016-2017 ont été utilisées pour sélectionner un échantillon de 350 ménages à réenquêter en 2021. Entre ces deux périodes, le PRAPS1 a intensément investi dans des infrastructures et des services économiques de base. Un indicateur a été élaboré pour identifier la zone d'influence de ces investissements, permettant de distinguer les ménages enquêtés en 2021 selon qu'ils se situent ou non dans cette zone d'influence.

Tableau 1- Choix raisonné de la taille des échantillons d'étude

Pays	Échantillon enquêté 2016-2017	Échantillon enquêté 2021
Mauritanie	527	353
Sénégal	948	359
Mali	579	360
Burkina Faso	513	404
Tchad	503	359
<b>Total (sans Niger)</b>	<b>3 070</b>	<b>1 835</b>
Niger	NC	381
<b>Total (incluant Niger)</b>	<b>NC</b>	<b>2 216</b>

Finalement, 2 216 ménages (agro)pastoraux ont pu être enquêtés dans les 6 pays sahéliens pour répondre à un questionnaire permettant de collecter des informations cibles (**Carte 1**).



Carte 1- Localisation des ménages enquêtés dans les pays du PRAPS en 2021



## Dynamique des revenus des ménages (agro)pastoraux

### Évolution des revenus globaux moyens

Les revenus globaux des ménages, comprenant les ventes de produits d'élevage, d'agriculture, de cueillette, ainsi que les transferts et l'autoconsommation, ont stagné autour de 2 millions de FCFA par an entre 2017 et 2020. Cependant, cette moyenne masque de fortes disparités entre les pays sahéliens. Les revenus ont augmenté au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie et au Sénégal (respectivement de 4%, 14%, 34% et 13%), alors qu'ils ont diminué de 13% au Tchad.

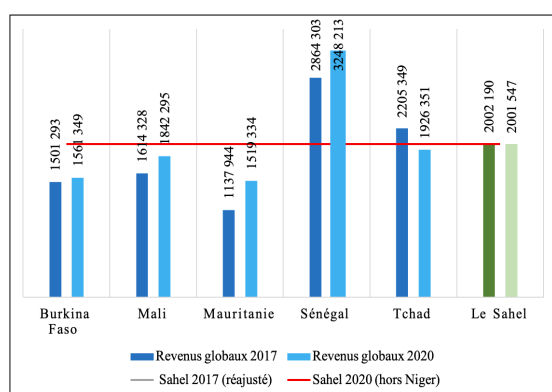


Figure 3- Analyse comparée des évolutions des revenus globaux moyens et dans les différents pays

### Évolution des revenus monétaires moyens et d'autoconsommation moyenne

L'analyse des revenus globaux moyens révèle deux groupes de pays. Au Burkina Faso et en Mauritanie, les revenus monétaires augmentent (76-86% et 43-75 %), tandis que l'autoconsommation diminue (24-14 % et 57-25 %), indiquant un meilleur accès aux marchés. En revanche, au Sénégal, au Tchad et au Mali, les ménages accroissent leur autoconsommation, représentant un tiers de leurs revenus, pour gérer les risques de marché et stabiliser leur consommation alimentaire.

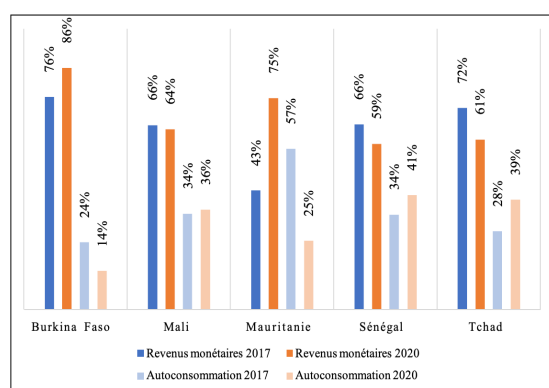


Figure 4- Désagrégation et analyse des évolutions des revenus globaux moyens et par pays

## Évolution des éléments constitutifs des revenus monétaires moyens

Les revenus monétaires des ménages englobent toutes les recettes financières, principalement issues des ventes de produits d'élevage, tels que les animaux et leurs dérivés. En 2020, cette tendance s'est accentuée, atteignant 99 % des revenus monétaires en Mauritanie et 92 % au Mali. En revanche, au Sénégal et au Tchad, la part des revenus d'élevage dans les revenus monétaires a diminué, avec des baisses respectives de 8,6 % et 6 %.

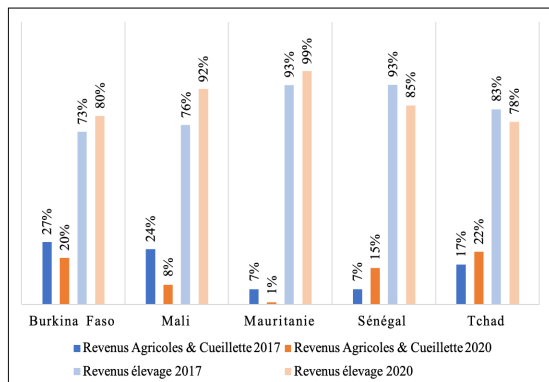


Figure 5 - Désagrégation et analyse des évolutions des revenus monétaires moyens

## Évolution des éléments constitutifs des revenus d'élevage moyens

Les revenus d'élevage proviennent principalement des ventes d'animaux sur pieds et de produits laitiers. Les ventes d'animaux restent la principale source de revenus pour les ménages (agro)pastoraux. À l'exception du Burkina Faso, où les ventes ont considérablement augmenté (baisse de 49 %), d'autres pays ont observé des stagnations ou des baisses : une légère baisse de 2 % au Sénégal, et des diminutions significatives au Mali (26 %), en Mauritanie (7 %) et au Tchad (10 %). Bien que les revenus des produits laitiers soient proportionnellement moins élevés, des augmentations notables ont été observées, notamment au Mali (+87 %), au Tchad (+26 %) et en Mauritanie (8 fois), suggérant des opportunités de marché accrues grâce à divers investissements.

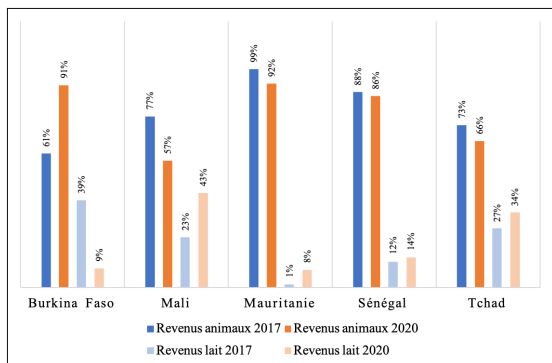


Figure 6 - Désagrégation et analyse des évolutions des revenus monétaires issus d'élevage

### Encadré 1. Revenus des ménages (agro)pastoraux du Niger

Les données d'enquête de 2017 pour le Niger ne sont pas disponibles, donc seules celles de 2020 ont été analysées. Elles révèlent que les ménages (agro)pastoraux du pays ont des revenus globaux annuels moyens de 1,3 million de FCFA, des montants très inférieurs à ceux des autres pays du Sahel. Ces revenus sont comparables à ceux de la Mauritanie en 2016, avant les investissements du PRAPS. Plus de la moitié des revenus (52 %) provient de l'autoconsommation, tandis que 48 % sont monétaires. Les productions laitières sont valorisées à 50 %, mais les ventes d'animaux ont été fortement affectées en 2020 par des mesures de contrôle liées à la pandémie, limitant les mouvements et les marchés.

## Évolution de la distribution des revenus

Wane et al. (2020) ont révélé que les inégalités élevées dans les milieux pastoral et agropastoral sahéliens découlent de la difficulté d'accès aux ressources économiques productives, notamment les infrastructures et les services sociaux de base. Un des principaux défis pour ces systèmes est de réduire les inégalités économiques, mesurées par l'indice de Gini, qui restent préoccupantes entre 2017 et 2020, avec des indices allant de 0,47 à 0,71 dans les pays du PRAPS.

En 2017, les indices de Gini pour les revenus monétaires étaient particulièrement élevés, oscillant entre 0,56 et 0,71. Toutefois, en 2020, ces indices ont diminué dans tous les pays, à l'exception du Mali, avec des baisses notables : -1% au Sénégal, -3% au Tchad, -13% au Burkina Faso et -25% en Mauritanie. Parallèlement, les indices de Gini pour les revenus globaux, intégrant l'autoconsommation, ont également enregistré une diminution, signalant une amélioration des inégalités économiques au cours de cette période.

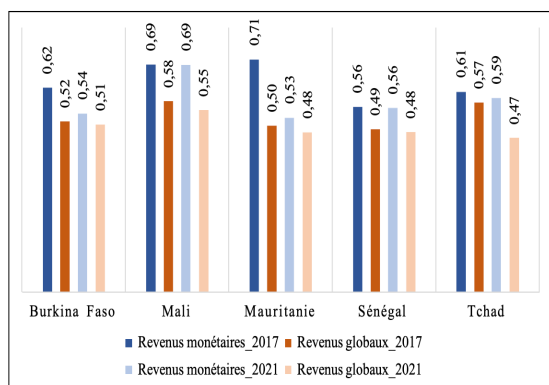


Figure 7- Évolution des indices de Gini entre 2017 et 2020

Deux enseignements principaux se dégagent des indicateurs d'inégalité de revenus dans les zones pastorales et agropastorales du :

1. L'autoconsommation réduit significativement les inégalités de revenus, tant à l'intérieur des pays qu'entre eux. Pendant la pandémie de Covid-19, les restrictions de mouvement ont accentué son importance pour la stabilité économique des ménages pastoraux.
2. Les niveaux élevés d'inégalités révèlent un accès inégal aux ressources productives, ce qui peut engendrer des tensions. Toutefois, l'engagement à investir dans les économies pastorales, notamment à travers le PRAPS, contribue à la réduction des inégalités dans la région.

## Analyse des multiples chocs perçus par les ménages (agro)pastoraux au cours des trois dernières années

Les ménages (agro)pastoraux exercent leurs activités économiques et vivent dans un environnement soumis à des chocs multiples. Interrogés pour cerner les différents types de chocs qu'ils ont ressentis entre les deux périodes d'enquêtes, 27% des ménages des 6 pays sahéliens ont globalement reporté

avoir subi des chocs climatiques, 36% des chocs sanitaires, 26% des chocs économiques, 8% des chocs sécuritaires et 3% des chocs sociaux<sup>1</sup>.

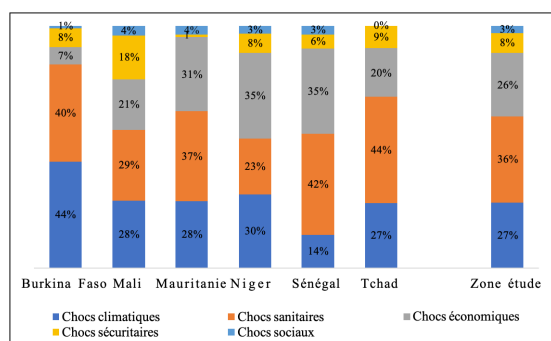


Figure 8 - Chocs perçus par les ménages (agro)pastoraux du Sahel entre 2017 et 2020

L'analyse des chocs subis par les ménages (agro)pastoraux au cours des trois dernières années révèle une diversité d'impacts significatifs sur leur quotidien. En matière de chocs climatiques, 71 % des ménages ont principalement ressenti des sécheresses, avec des taux particulièrement élevés en Mauritanie (92 %) et au Burkina Faso (89 %). D'autres pays, comme le Tchad et le Mali, ont également signalé des inondations, touchant respectivement 51 % et 49 % des ménages.

Sur le plan sanitaire, 50 % des ménages ont mentionné des maladies animales, avec des disparités notables selon les pays : 86 % au Burkina Faso, 61 % au Tchad et 59 % au Niger. La pandémie de Covid-19 a également eu des répercussions notables, notamment au Sénégal (48 %), en Mauritanie (28 %) et au Mali (25 %), aggravant la situation sanitaire et économique.

Les chocs économiques, quant à eux, se manifestent par une hausse des prix des aliments pour bétail (22 %) et des denrées alimentaires (27 %), tandis que les prix de vente du bétail et des céréales ont baissé. Les hausses de prix des aliments pour bétail ont été particulièrement ressenties au Burkina Faso (56 %). Par ailleurs, des pertes post-production des récoltes (15 %) ont été notées, notamment au Sénégal, au Niger et au Tchad.

En matière de sécurité, les vols de bétail et les feux de brousse demeurent des problèmes récurrents. Les ménages du Burkina Faso signalent principalement les feux de brousse, tandis que d'autres pays font face à des pillages divers touchant le bétail et les récoltes.

Sur le plan social, les ménages ont observé une baisse significative des transferts financiers, particulièrement au Mali et au Niger, tandis qu'aucune réponse n'a été enregistrée au Tchad à ce sujet.

Face à cette variété de chocs, les réponses des ménages sont diversifiées.

## Hierarchies des réponses aux chocs des ménages (agro)pastoraux sur les trois dernières années

Dans un contexte de chocs multiformes, les ménages enquêtés dans les 6 pays sahéliens ont révélé entreprendre toute une gamme d'actions en les hiérarchisant et ceci en vue de sécuriser leur système de production et conditions de vie.

<sup>1</sup> Ces proportions apparaissent assez faibles en comparaison avec l'étude menée par la FAO, probablement en raison des zones considérées. Il est essentiel de mettre en avant l'évolution rapide de la situation et le contexte instable.

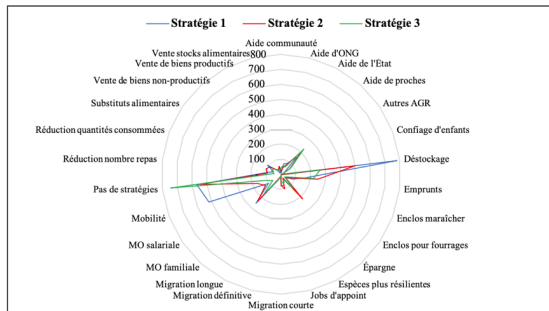


Figure 9- Hiérarchie des stratégies déployées par les ménages au Sahel

Dans le Sahel, face aux chocs multiples, les ménages privilégient principalement le déstockage (22 %) et la mobilité (14 %) comme stratégies d'adaptation. Cependant, un phénomène alarmant se dessine : 15 % des ménages signalent une absence totale de réaction, ce qui traduit un manque d'options face aux difficultés rencontrées. La Covid-19 a pu agir comme un facteur aggravant en 2020, en limitant les stratégies mises en place en raison des restrictions de mobilité et de la fermeture des marchés. Par ailleurs, la capacité de déstockage diminue, avec une baisse de cette stratégie à 15 % puis à 10 %. En revanche, l'inaction devient plus fréquente, le choix « Pas de stratégie » augmentant de 16 % à 17 %, puis atteignant 27 %. En parallèle, le recours à l'emprunt se renforce, passant de 5 % à 8 %. Ces tendances révèlent la détérioration des capacités d'adaptation des ménages, accentuée par des conditions socio-économiques et environnementales de plus en plus instables, soulignant ainsi la nécessité de mettre en place des mesures de soutien et des alternatives viables pour améliorer leur résilience.

Au niveau des pays, les réponses des ménages restent très liées aux spécificités des contextes locaux. En Mauritanie, les ménages privilégient le déstockage d'animaux, mais cette tendance s'affaiblit, passant de 30 % à 12 %, tout comme l'utilisation de la main-d'œuvre familiale et la mobilité. En revanche, l'absence de réaction face aux chocs augmente, atteignant 26 % des réponses.

Au Sénégal, le déstockage reste central, bien qu'il ait chuté de 33 % à 7 %. Pour compenser, les ménages intensifient les emprunts et sollicitent davantage d'aides de l'État et de leurs proches. L'absence de réponse est également préoccupante, touchant jusqu'à 28 % des cas.

Au Mali, les ménages continuent de privilégier la mobilité et le déstockage, qui représentent respectivement 24 % et 18 % des réponses. Face aux contraintes, ils se tournent vers l'épargne et les emprunts, avec une part d'inaction atteignant 33 %

Au Burkina Faso, la mobilité des troupeaux est la réponse principale (22 %), suivie par la mobilisation de l'épargne (17 %) et le déstockage (10 %). Près d'un tiers des ménages (29 %) ne prennent pas de mesures. Toutefois, certaines initiatives émergent, comme l'adoption d'espèces animales plus résilientes et la création d'enclos privés pour le maraîchage.

Au Niger, la situation est plus variée, avec un recours équilibré à l'aide des proches (11 %) et au déstockage (11 %). Les ménages tentent d'intensifier le déstockage, tout en réduisant le nombre de repas pour les adultes au profit des enfants. L'absence de réponse, bien que significative au départ (24 %), diminue à 15 %.

Au Tchad, les ménages privilégient la mobilité et le déstockage (17 % et 15 %), mais l'inaction progresse pour atteindre 33 %. La demande d'aide aux proches augmente, et la réduction du nombre de repas ainsi que le recours à des substituts alimentaires signalent des risques croissants d'insécurité

alimentaire et nutritionnelle.

Tableau 2- Fréquences des réponses mentionnées par les ménages au Sahel

Description	Catégorie de réponse 1	Catégorie de réponse2	Catégorie de réponse 3
Aide communauté	0%	1%	2%
Aide d'ONG	2%	2%	2%
Aide de l'Etat	2%	2%	2%
Aide de proches	4%	6%	8%
Autres AGR	1%	2%	3%
Confiance d'enfants	0%	0%	0%
Déstockage	22%	15%	10%
Emprunts	5%	8%	8%
Enclos maraîcher	2%	2%	2%
Enclos pour fourrages	1%	1%	1%
Épargne	4%	7%	4%
Espèces plus résilientes	1%	1%	1%
Jobs d'appoint	2%	3%	2%
Migration courte	2%	2%	2%
Migration définitive	0%	0%	0%
Migration longue	1%	1%	1%
MO familiale	7%	7%	6%
MO salariale	3%	4%	3%
Mobilité	14%	5%	4%
Pas de stratégies	16%	17%	27%
Réduction nombre repas	3%	3%	2%
Réduction quantités consommées	2%	3%	3%
Substituts alimentaires	3%	3%	2%
Vente de biens non-productifs	1%	1%	1%
Vente de biens productifs	0%	1%	1%
Vente stocks alimentaires	2%	2%	1%
<b>Total des fréquences de réponses</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## Conclusion

L'analyse des revenus des ménages agro-pastoraux du Sahel, bien que partielle sans données sur le Niger en 2016, montre des tendances intéressantes. Entre 2017 et 2020, les revenus globaux sont restés stables à environ 2 millions de FCFA par ménage. Des disparités apparaissent : augmentation des revenus au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie et au Sénégal, tandis qu'une baisse a été observée au Tchad. L'autoconsommation joue un rôle clé pour réduire les inégalités.

Concernant les chocs, 27 % des ménages signalent des chocs climatiques, 36 % sanitaires et 26 % économiques, avec des stratégies de réponse variées. Les chocs sécuritaires sont rapportés par une faible proportion de ménages, probablement en raison de l'exclusion de zones difficiles d'accès. Une étude de la FAO, réalisée deux années après celle du PRAPS, indique que plus de 60 % des ménages au Burkina Faso et au Mali ont subi des chocs sécuritaires, illustrant l'extrême volatilité de la situation sécuritaire et soulignant la nécessité d'enquêtes régulières.

La pandémie de Covid-19 a aggravé l'incertitude, créant une certaine sidération ménages. La perte de revenus pourrait être compensée par l'autoconsommation, essentielle pour la sécurité alimentaire. Les futurs programmes d'aide doivent donc prendre en compte ces menaces spécifiques.